

## 9. La pluralité des régimes et des valeurs

*Toutes les révolutions civiles et politiques ont eu une patrie et s'y sont renfermées. La Révolution française n'a pas eu de territoire propre ; bien plus, son effet a été d'effacer en quelque sorte de la carte toutes les anciennes frontières. On l'a vue rapprocher ou diviser les hommes en dépit des lois, des traditions, des caractères, de la langue, rendant parfois ennemis des compatriotes, et frères des étrangers ; ou plutôt elle a formé, au-dessus de toutes les nationalités particulières, une patrie intellectuelle commune dont les hommes de toutes les nations ont pu devenir citoyens.*

Alexis DE TOCQUEVILLE

### Problématique de la séance

Si certaines approches considèrent les États comme des acteurs formellement interchangeable, d'autres courants insistent sur la diversité des régimes politiques, des idéologies et des valeurs. Les idées qui structurent les États de l'intérieur sont-elles dissociables de celles qui structurent leurs relations ? Que se passe-t-il lorsque certains États agissent au nom d'une vision du monde incompatible, voire antagonique avec celle de leurs pairs ? Quel est le degré d'hétérogénéité des relations internationales contemporaines, entre les tendances à l'uniformisation de la globalisation et l'opposition de plus en plus marquée entre les démocraties et les dictatures ?

### Extraits proposés à la lecture

1. Emmanuel KANT, *Essai philosophique sur la paix perpétuelle*, Paris, G. Fischbacher, 1880 (1795), pp. 13-15.
2. Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 2004 (1962), pp. 108-112.
3. Samuel HUNTINGTON, « The Clash of Civilizations », *Foreign Affairs*, 1993.
4. Michael DOYLE, « Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs », *Philosophy and Public Affairs*, vol. 12, n° 3, 1983, pp. 213-217.
5. Déclaration de Nicolas Sarkozy à l'issue d'un sommet international à Paris à propos de la situation en Libye, 19 mars 2011.
6. Discours prononcé par Xi Jinping au Forum économique mondial de Davos, 6 avril 2017.
7. Discours prononcé par Mike Pompeo, secrétaire d'État américain, au Richard Nixon Presidential Library and Museum, 23 juillet 2020.

Extrait n° 1. Emmanuel KANT, *Essai philosophique sur la paix perpétuelle*, Paris, G. Fischbacher, 1880 (1795), pp. 13-15.

(...)

La seule constitution qui dérive directement de l'idée du pacte social sur lequel doit se fonder la législation de tout peuple, est la constitution républicaine. Elle seule est établie sur des principes compatibles :

1° Avec la liberté qui doit appartenir à tous les membres d'une société en leur qualité d'hommes ;

2° Avec l'égale soumission de tous à une législation commune comme sujets ;

3° Enfin avec le droit d'égalité qui appartient à tous et à chacun comme membres de l'État.

Il n'y a donc que cette constitution qui, relativement au droit, puisse servir de base primordiale à toute constitution civile ; reste à savoir si elle est aussi la seule qui puisse amener la paix perpétuelle.

Or, quand j'examine la nature de cette constitution, je trouve qu'outre la pureté de son origine qui se confond avec l'idée même du droit, elle est la seule qui puisse nous faire espérer une pacification permanente. Voici pourquoi et comment :

Suivant cette constitution, il faut que chaque citoyen concoure, par son assentiment, à décider la question : « Si l'on fera la guerre, ou non ». Or, décréter la guerre, n'est-ce pas pour des citoyens décréter contre eux-mêmes toutes les calamités de la guerre. Savoir : la nécessité de combattre en personne ; l'obligation de fournir de leurs deniers propres aux frais de la guerre ; la charge de réparer péniblement les dévastations qu'elle cause, et, pour comble de maux, de supporter finalement tout le poids d'une dette nationale qui rendra la paix elle-même amère, et ne pourra jamais être acquittée, puisque par hypothèse il y aura toujours des guerres nouvelles. Certes les citoyens se garderont bien de précipiter une entreprise aussi hasardeuse. Au lieu que, dans une constitution où les sujets ne sont pas citoyens, c'est-à-dire, qui n'est pas républicaine, une déclaration de guerre est la chose du monde la plus facile à décider, puisqu'elle ne coûte pas au chef, propriétaire et non pas membre de l'État, le moindre sacrifice de ses plaisirs de table, de chasse, de campagne, de cour, etc. Il peut donc résoudre une guerre, comme une partie de plaisir, par les raisons les plus frivoles, et en abandonner avec indifférence la justification, qu'exige la bienséance, au corps diplomatique, dont le métier est d'être toujours prêt à fournir cette justification.

(...)

Extrait n° 2. Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 2004 (1962), pp. 108-112.

La conduite des États n'est pas commandée par le seul rapport des forces : idées et sentiments influent sur les décisions des acteurs. Une conjoncture diplomatique n'est pas pleinement comprise tant que l'on se borne à décrire la structure, géographique et militaire, des alliances et des hostilités, à situer sur la carte les centres des forces, les coalitions durables ou occasionnelles, les neutres. Encore reste-t-il à saisir les déterminants de la conduite des principaux acteurs, autrement dit la nature des États et les objectifs que se donnent les détenteurs du pouvoir. Ainsi la distinction entre *systèmes homogènes* et *systèmes hétérogènes* me paraît-elle fondamentale. *J'appelle systèmes homogènes ceux dans lesquels les États appartiennent au même type, obéissent à la même conception de la politique. J'appelle hétérogènes, au contraire, les systèmes dans lesquels les États sont organisés selon des principes autres et se réclament de valeurs contradictoires.* Entre la fin des guerres de Religion et la Révolution française, le système européen était à la fois multipolaire et homogène. Le système européen-américain, depuis 1945, est à la fois bipolaire et hétérogène.

(...)

L'homogénéité du système favorise la limitation de la violence. Tant que les hommes au pouvoir, dans les États aux prises, demeurent conscients de leur solidarité, ils inclinent à se ménager. Les révolutionnaires passent pour les ennemis communs de tous les gouvernants, et non pour les alliés d'un des États ou d'une des alliances. Si les révolutionnaires l'emportaient dans un des États, le régime des autres États serait, lui aussi, ébranlé. La crainte de la révolution incite les chefs de guerre soit à se résigner à la défaite soit à limiter leurs prétentions.

Un système homogène apparaît stable aussi parce que prévisible. Si les États ont tous des régimes analogues, ceux-ci ne peuvent être que traditionnels, hérités du temps, non improvisés. En de tels régimes, les hommes d'État obéissent à des règles éprouvées ou à des coutumes : les rivaux ou les alliés savent en gros ce qu'ils peuvent attendre ou craindre.

(...)

L'hétérogénéité du système développe des conséquences contraires. L'ennemi apparaissant aussi adversaire, au sens que ce terme revêt dans les luttes intérieures, la défaite porte atteinte aux intérêts de la classe gouvernante et non pas seulement de la nation. Les hommes du pouvoir se battent pour eux-mêmes et non pas seulement pour l'État. Bien loin que les rois ou les chefs de la République soient enclins à voir dans les rebelles de l'autre camp une menace contre l'ordre commun des cités en guerre, ils jugent normal de provoquer la discorde chez l'ennemi. Les adversaires de la faction au

pouvoir deviennent, quoi qu'ils en aient, les alliés de l'ennemi national et, par suite, aux yeux de tels de leurs concitoyens, des traîtres. (...)

Cet entrecroisement des luttes civiles et des conflits interétatiques aggrave l'instabilité du système. L'appartenance des États à l'un ou l'autre camp est remise en question par l'issue des rivalités intérieures : du coup, les États dirigeants ne peuvent s'en désintéresser. Les luttes de partis deviennent *objectivement* des épisodes de conflits entre États. Quand les hostilités sont engagées, une paix de compromis est difficile, le renversement du gouvernement ou du régime de l'ennemi devient presque fatalement un des buts de guerre. Les phases de grandes guerres – guerres de Religion, guerres de la Révolution et de l'Empire, guerres du XX<sup>e</sup> siècle – ont coïncidé avec la mise en question du principe de légitimité et de l'organisation des États.

(...)

En fait de cruautés ou d'horreur, on ne saurait établir un ordre du plus et du moins, selon qu'il s'agit de guerres entre unités parentes et hétérogènes, de guerres entre unités appartenant à des civilisations autres, de guerres menées par des conquérants contre des civilisations qu'ils étaient incapables de comprendre ou enfin de guerres entre civilisés et sauvages. Tous les conquérants, qu'ils fussent espagnols ou mongols, ont tué ou pillé. Les belligérants n'ont pas besoin d'être étrangers les uns aux autres pour être féroces : l'hétérogénéité politique, souvent créée ou, du moins, amplifiée par la guerre elle-même, suffit. Bien plus, la lutte entre unités de la même famille de civilisation est souvent plus furieuse que toute autre, parce qu'elle est aussi guerre civile et guerre religieuse. La guerre interétatique devient guerre civile dès lors que chaque camp est lié à l'une des factions à l'intérieur des États, elle devient guerre de religion si les individus sont attachés à une forme de l'État plus qu'à l'État lui-même, s'ils compromettent la paix civile en revendiquant le libre choix de leur dieu ou de leur Église.

Extrait n° 3. Samuel HUNTINGTON, « The Clash of Civilizations », *Foreign Affairs*, 1993.

(...)

World politics is entering a new phase, and intellectuals have not hesitated to proliferate visions of what it will be the end of history, the return of traditional rivalries between nation states, and the decline of the nation state from the conflicting pulls of tribalism and globalism, among others. Each of these visions catches aspects of the emerging reality. Yet they all miss a crucial, indeed a central, aspect of what global politics is likely to be in the coming years.

It is my hypothesis that the fundamental source of conflict in this new world will not be primarily ideological or primarily economic. The great divisions among humankind and the dominating source of conflict will be cultural. Nation states will remain the most powerful actors in world affairs, but the principal conflicts of global politics will occur between nations and groups of different civilizations. The clash of civilizations will be the battle lines of the future.

(...)

What do we mean when we talk of a civilization? A civilization is a cultural entity. Villages, regions, ethnic groups, nationalities, religious groups, all have distinct cultures at different levels of cultural heterogeneity. (...) A civilization is thus the highest cultural grouping of people and the broadest level of cultural identity people have short of that which distinguishes humans from other species. It is defined both by common objective elements, such as language, history, religion, customs, institutions, and by the subjective self-identification of people. People have levels of identity: a resident of Rome may define himself with varying degrees of intensity as a Roman, an Italian, a Catholic, a Christian, a European, a Westerner. The civilization to which he belongs is the broadest level of identification with which he intensely identifies. People can and do redefine their identities and, as a result, the composition and boundaries of civilizations change.

(...)

The central axis of world politics in the future is likely to be, in Kishore Mahbubani's phrase, the conflict between "the West and the Rest" and the responses of non-Western civilizations to Western power and values. Those responses generally take one or a combination of three forms. At one extreme, non-Western states can, like Burma and North Korea, attempt to pursue a course of isolation, to insulate their societies from penetration or "corruption" by the West, and, in effect, to opt out of participation in the Western-dominated global community. The costs of this course, however, are high, and few states have pursued it exclusively. A second alternative, the equivalent of "bandwagoning" in international relations theory, is to attempt to join the West and

accept its values and institutions. The third alternative is to attempt to "balance" the West by developing economic and military power and cooperating with other non-Western societies against the West, while preserving indigenous values and institutions; in short, to modernize but not to Westernize.

(...)

The obstacles to non-Western countries joining the West vary considerably. They are least for Latin American and East European countries. They are greater for the Orthodox countries of the former Soviet Union. They are still greater for Muslim, Confucian, Hindu and Buddhist societies. Japan has established a unique position for itself as an associate member of the West: it is in the West in some respects but clearly not of the West in important dimensions. Those countries that for reason of culture and power do not wish to, or cannot, join the West compete with the West by developing their own economic, military and political power. They do this by promoting their internal development and by cooperating with other non-Western countries. The most prominent form of this cooperation is the Confucian-Islamic connection that has emerged to challenge Western interests, values and power.

(...)

Centrally important to the development of counter-West -military capabilities is the sustained expansion of China's military power and its means to create military power. (...) China is also a major exporter of arms and weapons technology. It has exported materials to Libya and Iraq that could be used to manufacture nuclear weapons and nerve gas. It has helped Algeria build a reactor suitable for nuclear weapons research and production. China has sold to Iran nuclear technology that American officials believe could only be used to create weapons and apparently has shipped components of 300-milerange missiles to Pakistan. North Korea has had a nuclear weapons program under way for some while and has sold advanced missiles and missile technology to Syria and Iran. (...)

A Confucian-Islamic military connection has thus come into being, designed to promote acquisition by its members of the weapons and weapons technologies needed to counter the military powers of the West. It may or may not last. At present, however, it is, as Dave McCurdy has said, "a renegades' mutual support pact, run by the proliferators and their backers." A new form of arms competition is thus occurring between Islamic-Confucian states and the West. In an old-fashioned arms race, each side developed its own arms to balance or to achieve superiority against the other side. In this new form of arms competition, one side is developing its arms and the other side is attempting not to balance but to limit and prevent that arms buildup while at the same time reducing its own military capabilities.

(...)

Extrait n° 4. Michael DOYLE, « Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs », *Philosophy and Public Affairs*, vol. 12, n° 3, 1983, pp. 213-217.

(...)

In foreign affairs liberalism has shown, as it has in the domestic realm, serious weaknesses. But unlike liberalism's domestic realm, its foreign affairs have experienced startling but less than fully appreciated successes. Together they shape an unrecognized dilemma, for both these successes and weaknesses in large part spring from the same cause: the international implications of liberal principles and institutions.

The basic postulate of liberal international theory holds that states have the right to be free from foreign intervention. Since morally autonomous citizens hold rights to liberty, the states that democratically represent them have the right to exercise political independence. Mutual respect for these rights then becomes the touchstone of international liberal theory. When states respect each other's rights, individuals are free to establish private international ties without state interference. Profitable exchanges between merchants and educational exchanges among scholars then create a web of mutual advantages and commitments that bolsters sentiments of public respect.

These conventions of mutual respect have formed a cooperative foundation for relations among liberal democracies of a remarkably effective kind. *Even though liberal states have become involved in numerous wars with nonliberal states, constitutionally secure liberal states have yet to engage in war with one another.* No one should argue that such wars are impossible; but preliminary evidence does appear to indicate that there exists a significant predisposition against warfare between liberal states. Indeed, threats of war also have been regarded as illegitimate. A liberal zone of peace, a pacific union, has been maintained and has expanded despite numerous particular conflicts of economic and strategic interest.

(...)

Statistically, war between any two states (in any single year or other short period of time) is a low probability event. War between any two adjacent states, considered over a long period of time, may be somewhat more probable. The apparent absence of war among the more clearly liberal states, whether adjacent or not, for almost two hundred year, thus has some significance. Politically more significant, perhaps, is that when states are forced to decide, by the pressure of an impending world war, on which side of a world contest they will fight, liberal states wind up all on the same side, despite the real complexity of the historical, economic and political factors that affect their foreign policies. (...)

Extrait n° 5. Déclaration de Nicolas Sarkozy à l'issue d'un sommet international à Paris à propos de la situation en Libye, 19 mars 2011  
[\[https://www.elysee.fr/nicolas-sarkozy/2011/03/19/declaration-de-m-nicolas-sarkozy-president-de-la-republique-sur-lapplication-de-la-resolution-du-conseil-de-securite-de-lonu-exigeant-un-cessez-le-feu-immediat-et-larret-des-violences-contre-les-populations-civiles-en-libye-a-paris-le-19-mars-2011\]](https://www.elysee.fr/nicolas-sarkozy/2011/03/19/declaration-de-m-nicolas-sarkozy-president-de-la-republique-sur-lapplication-de-la-resolution-du-conseil-de-securite-de-lonu-exigeant-un-cessez-le-feu-immediat-et-larret-des-violences-contre-les-populations-civiles-en-libye-a-paris-le-19-mars-2011)

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui se sont réunis à Paris, sous la présidence conjointe de la France et du Secrétaire Général des Nations Unies, les dirigeants de la Ligue des États Arabes et de l'Union Européenne ainsi que les représentants des États Unis et du Canada. Ensemble, nous avons décidé d'assurer l'application de la résolution du Conseil de Sécurité exigeant un cessez le feu immédiat et l'arrêt des violences contre les populations civiles en Libye.

Les participants sont convenus de mettre en uvre tous les moyens nécessaires, en particulier militaires, pour faire respecter les décisions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

C'est pourquoi, en accord avec nos partenaires, nos forces aériennes s'opposeront à toute agression des avions du Colonel Khadafi contre la population de Benghazi. D'ores et déjà, nos avions empêchent les attaques aériennes sur la ville. D'ores et déjà d'autres avions français sont prêts à intervenir contre des blindés qui menaceraient des civils désarmés.

Dès hier, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et les pays arabes ont adressé au colonel Kadhafi et aux forces qu'il emploie, l'avertissement suivant : en l'absence d'un cessez le feu immédiat et d'un retrait des forces qui ont attaqué les populations civiles au cours des dernières semaines, nos pays auront recours à des moyens militaires. Cet avertissement a été repris par tous les participants au Sommet qui vient de s'achever.

Le Colonel Kadhafi a méprisé cet avertissement. Au cours des dernières heures, ses forces ont intensifié leurs offensives meurtrières.

Des peuples arabes ont choisi de se libérer de la servitude dans laquelle ils se sentaient depuis trop longtemps enfermés. Ces révolutions ont fait naître une immense espérance dans le cœur de tous ceux qui partagent les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme. Mais elles ne sont pas sans risque. L'avenir de ces peuples arabes leur appartient. Au milieu des difficultés et des épreuves de toutes sortes qu'ils ont à affronter, ces peuples arabes ont besoin de notre aide et de notre soutien. C'est notre devoir.



En Libye, une population civile pacifique qui ne réclame rien d'autre que le droit de choisir elle-même son destin, se trouve en danger de mort. Nous avons le devoir de répondre à son appel angoissé. L'avenir de la Libye appartient aux Libyens. Nous ne voulons pas décider à leur place. Le combat qu'ils mènent pour leur liberté est le leur. Si nous intervenons aux côtés des pays arabes ce n'est pas au nom d'une finalité que nous chercherions à imposer au peuple libyen mais au nom de la conscience universelle qui ne peut tolérer de tels crimes.

Aujourd'hui, nous intervenons en Libye, sur mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, avec nos partenaires, et notamment nos partenaires arabes. Nous le faisons pour protéger la population civile de la folie meurtrière d'un régime qui, en assassinant son propre peuple, a perdu toute légitimité.

Nous intervenons pour permettre au peuple libyen de choisir lui-même son destin.

Il ne saurait être privé de ses droits par la violence et par la terreur.

Il est encore temps pour le Colonel Kadhafi d'éviter le pire en se conformant sans délai et sans réserve à toutes les exigences de la communauté internationale. La porte de la diplomatie se rouvrira au moment où les agressions cesseront.

Notre détermination est totale.

Je le dis avec solennité. Chacun se trouve désormais placé devant ses responsabilités. C'est une décision grave que nous avons été amenés à prendre. Au côté de ses partenaires arabes, européens, nord-américains, la France est décidée à assumer son rôle, son rôle devant l'Histoire.

Je vous remercie.

Extrait n° 6. Discours prononcé par Xi Jinping au Forum économique mondial de Davos, 6 avril 2017

[\[http://www.china.org.cn/node\\_7247529/content\\_40569136.htm\]](http://www.china.org.cn/node_7247529/content_40569136.htm).

(...)

I'm delighted to come to beautiful Davos. Though just a small town in the Alps, Davos is an important window for taking the pulse of the global economy. People from around the world come here to exchange ideas and insights, which broaden their vision. This makes the WEF annual meeting a cost-effective brainstorming event, which I would call "Schwab economics".

"It was the best of times, it was the worst of times." These are the words used by the English writer Charles Dickens to describe the world after the Industrial Revolution. Today, we also live in a world of contradictions. On the one hand, with growing material wealth and advances in science and technology, human civilization has developed as never before. On the other hand, frequent regional conflicts, global challenges like terrorism and refugees, as well as poverty, unemployment and widening income gap have all added to the uncertainties of the world.

Many people feel bewildered and wonder: What has gone wrong with the world?

To answer this question, one must first track the source of the problem. Some blame economic globalization for the chaos in the world. Economic globalization was once viewed as the treasure cave found by Ali Baba in *The Arabian Nights*, but it has now become the Pandora's box in the eyes of many. The international community finds itself in a heated debate on economic globalization.

Today, I wish to address the global economy in the context of economic globalization.

The point I want to make is that many of the problems troubling the world are not caused by economic globalization. For instance, the refugee waves from the Middle East and North Africa in recent years have become a global concern. Several million people have been displaced, and some small children lost their lives while crossing the rough sea. This is indeed heartbreaking. It is war, conflict and regional turbulence that have created this problem, and its solution lies in making peace, promoting reconciliation and restoring stability. The international financial crisis is another example. It is not an inevitable outcome of economic globalization; rather, it is the consequence of excessive chase of profit by financial capital and grave failure of financial regulation. Just blaming economic globalization for the world's problems is inconsistent with reality, and it will not help solve the problems.

From the historical perspective, economic globalization resulted from growing social productivity, and is a natural outcome of scientific and technological progress, not something created by any individuals or any countries. Economic globalization has

powered global growth and facilitated movement of goods and capital, advances in science, technology and civilization, and interactions among peoples.

But we should also recognize that economic globalization is a double-edged sword. When the global economy is under downward pressure, it is hard to make the cake of global economy bigger. It may even shrink, which will strain the relations between growth and distribution, between capital and labor, and between efficiency and equity. Both developed and developing countries have felt the punch. Voices against globalization have laid bare pitfalls in the process of economic globalization that we need to take seriously.

(...)

There was a time when China also had doubts about economic globalization, and was not sure whether it should join the World Trade Organization. But we came to the conclusion that integration into the global economy is a historical trend. To grow its economy, China must have the courage to swim in the vast ocean of the global market. If one is always afraid of bracing the storm and exploring the new world, he will sooner or later get drowned in the ocean. Therefore, China took a brave step to embrace the global market. We have had our fair share of choking in the water and encountered whirlpools and choppy waves, but we have learned how to swim in this process. It has proved to be a right strategic choice.

Whether you like it or not, the global economy is the big ocean that you cannot escape from. Any attempt to cut off the flow of capital, technologies, products, industries and people between economies, and channel the waters in the ocean back into isolated lakes and creeks is simply not possible. Indeed, it runs counter to the historical trend.

(...)

Extrait n° 7. Discours prononcé par Mike Pompeo, secrétaire d'État américain, au Richard Nixon Presidential Library and Museum, 23 juillet 2020 [<https://www.state.gov/communist-china-and-the-free-worlds-future/>]

(...)

Next year marks half a century since Dr. Kissinger's secret mission to China, and the 50th anniversary of President Nixon's trip isn't too far away in 2022.

The world was much different then.

We imagined engagement with China would produce a future with bright promise of comity and cooperation.

But today – today we're all still wearing masks and watching the pandemic's body count rise because the CCP failed in its promises to the world. We're reading every morning new headlines of repression in Hong Kong and in Xinjiang.

We're seeing staggering statistics of Chinese trade abuses that cost American jobs and strike enormous blows to the economies all across America, including here in southern California. And we're watching a Chinese military that grows stronger and stronger, and indeed more menacing.

I'll echo the questions ringing in the hearts and minds of Americans from here in California to my home state of Kansas and beyond:

What do the American people have to show now 50 years on from engagement with China?

Did the theories of our leaders that proposed a Chinese evolution towards freedom and democracy prove to be true?

Is this China's definition of a win-win situation?

And indeed, centrally, from the Secretary of State's perspective, is America safer? Do we have a greater likelihood of peace for ourselves and peace for the generations which will follow us?

Look, we have to admit a hard truth. We must admit a hard truth that should guide us in the years and decades to come, that if we want to have a free 21st century, and not the Chinese century of which Xi Jinping dreams, the old paradigm of blind engagement with China simply won't get it done. We must not continue it and we must not return to it.

As President Trump has made very clear, we need a strategy that protects the American economy, and indeed our way of life. The free world must triumph over this new tyranny.

Now, before I seem too eager to tear down President Nixon's legacy, I want to be clear that he did what he believed was best for the American people at the time, and he may well have been right.

He was a brilliant student of China, a fierce cold warrior, and a tremendous admirer of the Chinese people, just as I think we all are.

He deserves enormous credit for realizing that China was too important to be ignored, even when the nation was weakened because of its own self-inflicted communist brutality.

In 1967, in a very famous *Foreign Affairs* article, Nixon explained his future strategy. Here's what he said:

He said, "*Taking the long view, we simply cannot afford to leave China forever outside of the family of nations...The world cannot be safe until China changes. Thus, our aim – to the extent we can, we must influence events. Our goal should be to induce change.*"

And I think that's the key phrase from the entire article: "to induce change."

So, with that historic trip to Beijing, President Nixon kicked off our engagement strategy. He nobly sought a freer and safer world, and he hoped that the Chinese Communist Party would return that commitment.

As time went on, American policymakers increasingly presumed that as China became more prosperous, it would open up, it would become freer at home, and indeed present less of a threat abroad, it'd be friendlier. It all seemed, I am sure, so inevitable.

But that age of inevitability is over. The kind of engagement we have been pursuing has not brought the kind of change inside of China that President Nixon had hoped to induce.

The truth is that our policies – and those of other free nations – resurrected China's failing economy, only to see Beijing bite the international hands that were feeding it.

We opened our arms to Chinese citizens, only to see the Chinese Communist Party exploit our free and open society. China sent propagandists into our press conferences, our research centers, our high-schools, our colleges, and even into our PTA meetings.

We marginalized our friends in Taiwan, which later blossomed into a vigorous democracy.

We gave the Chinese Communist Party and the regime itself special economic treatment, only to see the CCP insist on silence over its human rights abuses as the price of admission for Western companies entering China.

Ambassador O'Brien ticked off a few examples just the other day: Marriott, American Airlines, Delta, United all removed references to Taiwan from their corporate websites, so as not to anger Beijing.

In Hollywood, not too far from here – the epicenter of American creative freedom, and self-appointed arbiters of social justice – self-censors even the most mildly unfavorable reference to China.

This corporate acquiescence to the CCP happens all over the world, too.

And how has this corporate fealty worked? Is its flattery rewarded? I'll give you a quote from the speech that General Barr gave, Attorney General Barr. In a speech last week, he said that "The ultimate ambition of China's rulers isn't to trade with the United States. It is to raid the United States."

China ripped off our prized intellectual property and trade secrets, costing millions of jobs all across America.

It sucked supply chains away from America, and then added a widget made of slave labor.

It made the world's key waterways less safe for international commerce.

President Nixon once said he feared he had created a "Frankenstein" by opening the world to the CCP, and here we are.

(...)